

Baromètre Économique et Financier 2024

BEF 2024

Résultats du sondage

À propos du BEF 2024

Les anticipations des agents économiques influent sur le comportement des variables de l'économie. Il devient donc essentiel pour les pouvoirs publics de capter les anticipations positives et/ou négatives des acteurs dans la perspective de prises de décisions basées sur les faits.

Le Baromètre Économique et Financier (BEF) est un sondage périodique de ProEco Haïti collectant les opinions, les éléments de compréhension et d'anticipation des agents économiques par rapport à certaines variables clés de l'économie haïtienne. Cette initiative devra également permettre d'identifier les grands enjeux économiques en Haïti et de suggérer des politiques publiques axées sur des évidences robustes.

Dans le cadre du BEF 2024, ProEco Haïti a soumis des questions à des professionnels qui travaillent directement ou indirectement dans les domaines de l'économie, de la finance et des politiques publiques en Haïti de manière générale. Cette initiative s'est déroulée du 22 au 30 décembre 2023. ProEco Haïti se donne pour objectif de constituer des perspectives économiques pour l'année 2024 à partir des avis des professionnels. Cette approche spécifique, dite "*forward-looking*", permet de se concentrer sur les anticipations et les tendances à venir. Un total de 336 professionnels a été touchés et 109 ont répondu au sondage, soit un taux de réponse d'environ 32.44%.

Travail conduit par :

Kensley BLAISE
Enomy GERMAIN
Bergeline JEAN-GLAUDE
Aris FLEURIMÉ

Contact : info@proecohaiti.com / +5093699-3786
www.proecohaiti.com/bef2024

Les chiffres clés

Dans l'ensemble, les perspectives des professionnels haïtiens de l'économie, de la finance et des politiques publiques sondés par rapport à l'environnement économique en 2024 sont pessimistes :

- **78.7%** des professionnels interrogés sont pessimistes en ce qui concerne la situation économique d'Haïti en 2024. Les répondants déclarent qu'ils ne croient pas à une amélioration de la situation économique globale du pays en 2024.
- **82.6%** des professionnels répondants au sondage sont d'avis que l'insécurité et l'incertitude politique seront les principaux obstacles à la croissance de l'économie haïtienne en 2024.
- **75.2%** des professionnels anticipent une inflation à la hausse pour l'année 2024.
- **47.7%** des professionnels s'attendent à une dépréciation de la gourde par rapport au dollar américain sur l'année 2024.
- **83.5%** des professionnels croient que la sécurité ou le combat contre l'insécurité devrait être la principale priorité du gouvernement en 2024.

Analyse des résultats

- Par rapport à l'environnement économique en 2024

L'économie haïtienne a enregistré en 2023 sa cinquième année consécutive de croissance négative, avec un taux de -1.9%. Cette contraction s'inscrit dans la continuité des performances économiques défavorables de -1.7%, -3.3%, -1.8% et -1.7% respectivement en 2019, 2020, 2021 et 2022. Cette « trappe à la croissance négative » souligne les difficultés à la fois structurelles et conjoncturelles auxquelles fait face l'économie haïtienne.

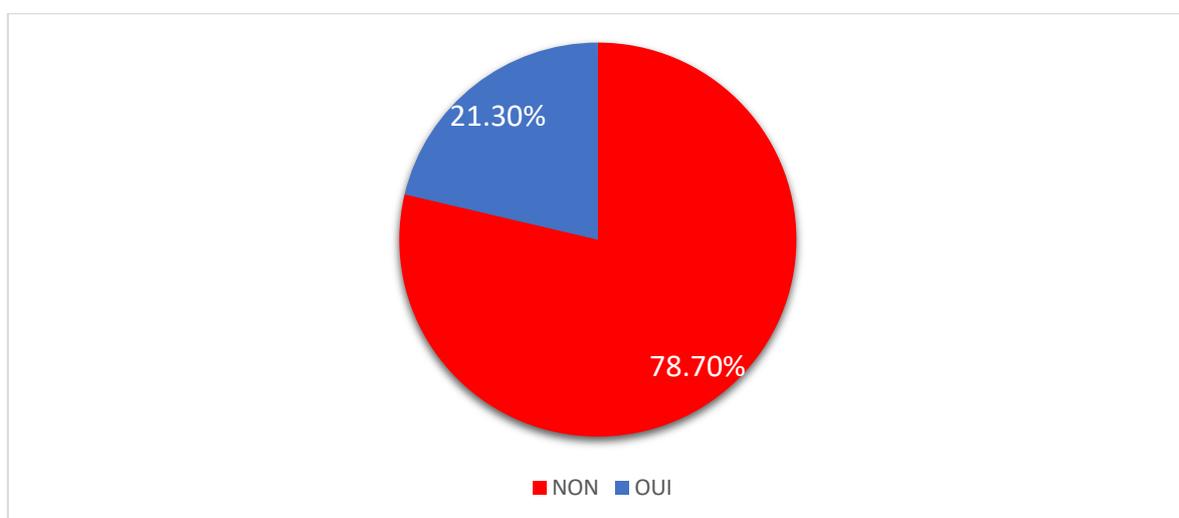
Selon 78.7% des répondants au sondage, l'année 2024 ne s'annonce pas mieux pour l'économie haïtienne. Seuls 21,3% des sondés croient à une amélioration. La perspective d'une croissance économique reste somme toute majoritairement négative pour l'année 2024, suggérant des défis à venir.

La prévision des professionnels contraste à celles du Gouvernement qui s'attend plutôt à une croissance positive de 0.7% pour l'année 2024.

Il convient de noter que, avec cinq (5) années consécutives de croissance négative, l'économie haïtienne expérimente le plus long cycle de contraction des 60 dernières années.

En outre, avec -1.9% de croissance, le PIB réel en 2023 (592.7 milliards de gourdes) est ramené à peu près au niveau de celui de l'année 2012 durant laquelle il était d'environ 570 milliards de gourdes (base 2011-2012).

Graphique 1 : Amélioration de la situation économique en 2024



Source : ProEco Haïti, sondage réalisé du 22 au 30 décembre 2023

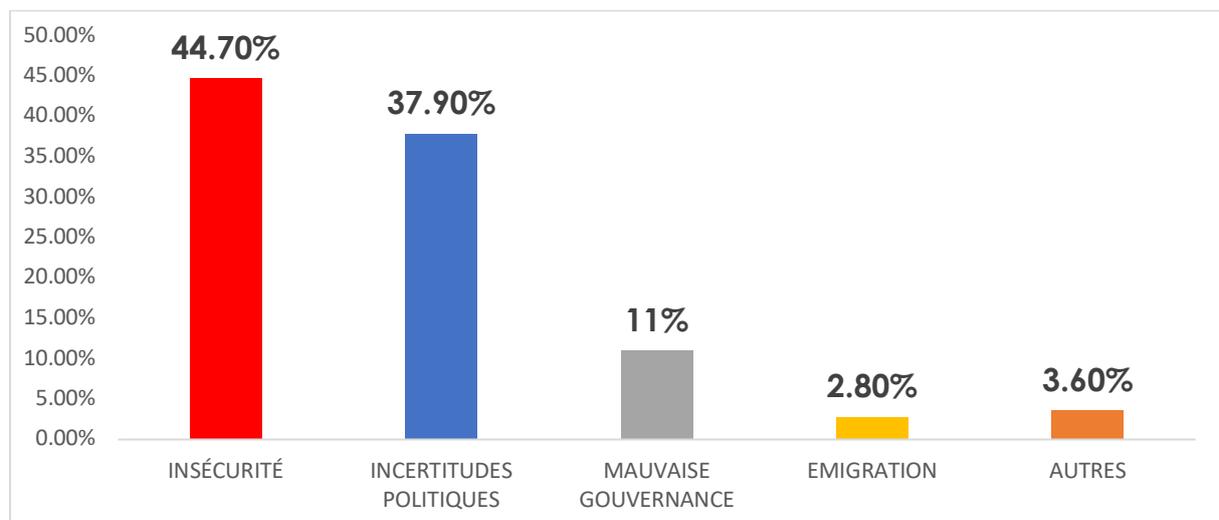
- Principal obstacle à la croissance en 2024

La prolifération des gangs armés et l'instabilité politique sont citées par l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI, décembre 2023) parmi les principaux facteurs ayant empêché l'économie nationale de renouer avec la croissance en 2023.

Dans le cadre du sondage, les répondants vont dans le même sens. En effet, 82.6% identifient l'insécurité et les crises politiques comme possibles obstacles à la croissance de l'économie en 2024. 44.70% évoquent l'insécurité alors que 37.90% soulignent les incertitudes politiques comme les principaux obstacles à la croissance de l'économie dans un futur proche.

En outre, il convient de souligner que pour 11% des répondants, c'est la mauvaise gouvernance de manière générale qui empêchera la croissance économique l'année prochaine. D'autres obstacles, dont l'émigration de la main-d'œuvre qualifiée (2.8%), sont également cités par les répondants.

Graphique 2 : Obstacles à l'amélioration de la situation économique en 2024



Source : ProEco Haïti, sondage réalisé du 22 au 30 décembre 2023

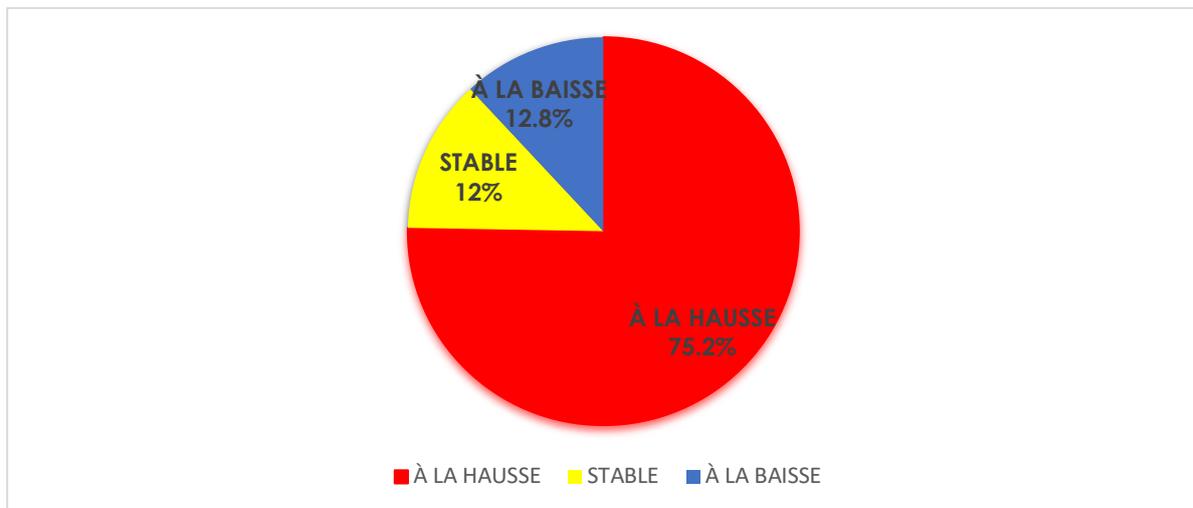
- Anticipations d'inflation

Au cours de l'année 2023, Haïti a connu une situation inflationniste volatile avec des pics de près de 50% en glissement annuel. Par exemple, pour les mois de janvier 2023, l'inflation s'était chiffrée à 49.3%. Cette situation s'explique particulièrement par la montée des prix au niveau international, le taux de change élevé pour la période et l'insécurité en Haïti.

Depuis le mois d'octobre 2023 cependant, la tendance est plutôt à la baisse. En effet, les données font état d'une inflation de 22.8% novembre 2023 contre 31.8% deux mois plus tôt.

La baisse d'inflation enregistrée en octobre ne suffit pourtant pas à convaincre les répondants au sondage dont 75.2% s'attendent à une remontée inflationniste en 2024. Cette anticipation négative a sans doute un certain lien avec le fait que les répondants sont généralement pessimistes quant à la situation globale de l'économie.

Graphique 3 : Évolution anticipée de l'inflation en 2024



Source : ProEco Haïti, sondage réalisé du 22 au 30 décembre 2023

- Tendances du taux de change en 2024

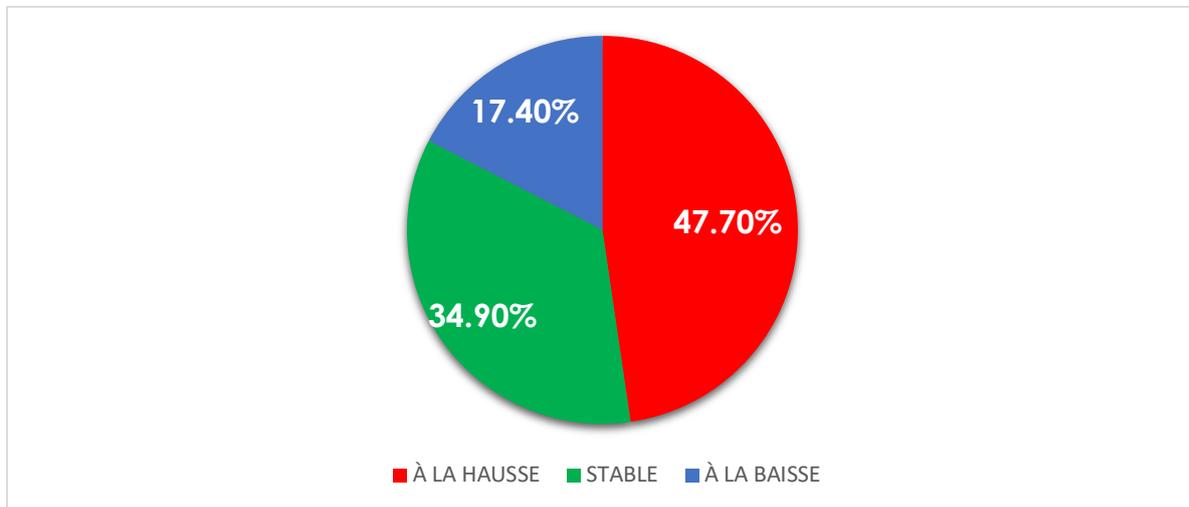
Si entre janvier et mars 2023 le taux de change de la gourde par rapport au dollar américain tendait à augmenter, la tendance inverse est observée depuis le mois d'avril. Ainsi, la gourde a-t-elle apprécié de plus de 9.5% par rapport au dollar pour l'année civile 2023.

Dans le cadre du BEF 2024, 47.7% des sondés pensent que le taux de change suivra une tendance plutôt à la hausse en 2024. 34.9% croient à une stabilité et seulement 17.4% estiment que le taux va continuer à baisser.

Les résultats concernant les anticipations du taux de change mettent en lumière le concept de « momentum » couramment utilisé en finance de marché. Les participants anticipent plus ou moins une évolution favorable du taux de change, c'est-à-dire baisse et stabilité combinée, en se basant sur la tendance baissière en cours. Cette observation revêt une importance cruciale dans l'élaboration et la mise en œuvre de politiques économique. En d'autres

termes, pour instaurer une stabilité macroéconomique, il est impératif de créer un environnement de confiance en envoyant des signaux rassurants aux consommateurs et entreprises.

Graphique 4 : Évolution anticipée du taux de change en 2024



Source : ProEco Haïti, sondage réalisé du 22 au 30 décembre 2023

- **Priorité du gouvernement pour 2024**

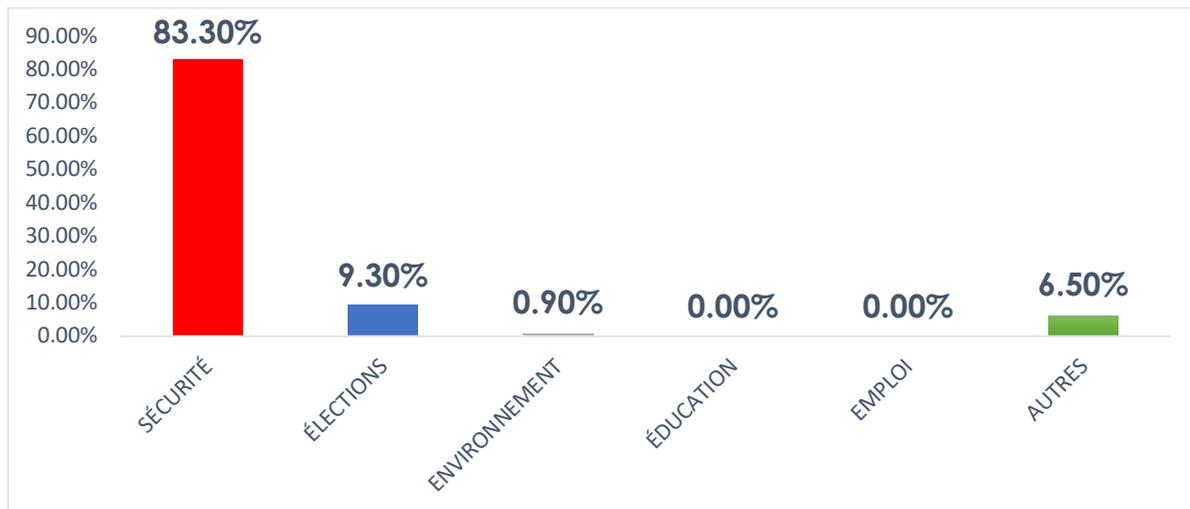
Concernant les priorités des pouvoirs publics en 2024, 83.5% des répondants s'accordent sur la nécessité absolue de traiter le problème de l'insécurité. La distribution des réponses se trouve en accord avec l'état de pessimisme général dégagé par les répondants pour les questions précédentes.

Faut-il noter, de façon combinée que, 92.7% des sondés estiment que l'organisation d'élections et la question de l'insécurité doivent être au cœur des priorités des décideurs en 2024.

Il en ressort que des enjeux structurels tels que l'éducation, l'environnement et l'emploi ne sont pas identifiés comme cruciaux par les experts. Seulement une personne est de l'avis que l'environnement doit être un objectif des politiques poursuivies en 2024. Aucun répondant ne croit que l'éducation et l'emploi, à eux seuls, doivent être pour l'instant des axes prioritaires pour le pays.

Il faut souligner que le choix du questionnaire de limiter les possibilités de réponse à une seule catégorie explique en partie la distribution observée. Cependant, cette démarche est consciemment motivée et donne l'opportunité d'observer les principales tendances lourdes qui plombent l'économie nationale à l'avis des experts.

Graphique 5 : Principales priorités à adopter par le gouvernement en 2024



Source : ProEco Haïti, sondage réalisé du 22 au 30 décembre 2023

Profil des participants au sondage

Un total de 109 professionnels de l'économie, de la finance ou des politiques publiques de manière générale ont répondu au questionnaire administré à 336 experts. Les lignes suivantes fournissent des explications sur les répartitions par sexe, tranche d'âge, lieu de résidence et le secteur d'emploi des répondants.

- **85.3%** des répondants sont de sexe masculin, tandis que 14.7% sont de sexe féminin. Cette sous-représentation des femmes pourrait résulter de leur faible enrôlement dans les études liées à l'économie, à la finance et aux politiques publiques dès le premier cycle universitaire. Cela souligne le manque manifeste de diversité dans ces domaines en Haïti. En tant qu'institution engagée, ProEco Haïti s'engage à créer une cellule dédiée à l'exploration des causes sous-jacentes de cette disparité.
- **2.8%** des participants au sondage sont âgés de 65 ans et plus, **9.2%** ont l'âge se trouvant entre 55 et 64 ans, **15.6%** entre 45 et 54 ans, **37.6%** entre 35 et 44 ans, et **34.9%** ont au plus 34 ans.

- 49.5% des professionnels ayant répondu au sondage résident en Haïti contre 50.5% dans les différents pays où résident les membres de la diaspora haïtienne.
- 36.7% des répondants travaillent dans le secteur privé au niveau de la diaspora, 35.8% sont des employés ou contractuels de l'administration publique en Haïti (APU), 12.8% évoluent dans le secteur privé en Haïti, 9.2% sont des professeurs d'université, 3.7% travaillent pour des organisations internationales en Haïti et les autres (0.9%) travaillent comme consultants indépendants ou dans d'autres types d'institutions.

Approches méthodologiques

- **Population cible**

Les professionnels haïtiens de l'économie, de la finance et des politiques publiques constituent la population d'intérêt de ce travail. Un individu désigné comme professionnel haïtien des domaines mentionnés représente l'unité statistique du sondage. Dans cette étude, est considéré comme un professionnel de l'économie, de la finance ou des politiques publiques tout individu vivant en Haïti ou dans la diaspora haïtienne :

- ⇒ Détenteur d'un savoir démontré sur l'économie haïtienne (enseignant, chercheur, auteur et commentateur économique) ;
- ⇒ Occupant ou ayant occupé une fonction de décision se rapportant à la formulation ou l'implémentation de politiques publiques dans l'administration publique haïtienne ;
- ⇒ Occupant ou ayant occupé une fonction de décision se rapportant à la formulation ou l'implémentation de politiques publiques dans des organisations internationales ou non gouvernementales ;
- ⇒ Détenteur d'un diplôme de maîtrise (au moins) en économie ou dans des domaines liés à l'économie.

• Éléments méthodologiques et échantillonnage

ProEco Haïti adopte l'approche non probabiliste pour constituer l'échantillon du sondage. Le premier niveau d'intérêt dans cette démarche renvoie à la difficulté de définir la probabilité d'inclusion de chaque unité de la population cible dans l'échantillonnage. En d'autres termes, il est difficile d'opérer un dénombrement précis des unités constituant la population statistique. La seconde préoccupation est liée à la facilité de mise en œuvre d'un sondage de cette nature. Présentement, il est difficile d'engager des études de terrain en Haïti sans encourir des risques inconsidérés. Dans ce contexte, la démarche non probabiliste se présente comme l'option la plus appropriée pour la thématique sous étude.

L'échantillon du sondage est tiré à travers une combinaison de l'échantillonnage au jugé et de l'échantillonnage en boule de neige. Pour la technique au jugé, un groupe de quatre techniciens de la firme a constitué une liste de 300 potentiels répondants à travers des sources variées. Pour l'essentiel, ils sont professeurs d'universités, cadres de l'administration publique haïtienne, professionnels du secteur privé des affaires, des professionnels résidant dans la diaspora et, en général, dépositaires d'un savoir éprouvé sur l'environnement économique haïtien. En parallèle, l'accès est donné aux participants initialement visés d'inviter d'autres professionnels qui répondent aux mêmes critères à répondre au questionnaire. C'est ainsi qu'une liste de 36 autres professionnels a été constituée.

Il est important de préciser que le choix de l'approche non probabiliste contient des limites naturelles liées à l'inférence statistique. Au sens strict de la pratique des activités de sondage, les résultats de ce travail peuvent ne pas être représentatifs de l'avis du corps des professionnels haïtiens de l'économie. De préférence, il est indicatif des défis identifiés par un segment des professionnels. A ce titre, la limite liée à l'inférence statistique n'enlève rien aux problèmes identifiés et à la rigueur des connaissances émises par les sondés. À l'avenir, la firme ambitionne de rendre ce travail d'éclairage et de diffusion d'informations à caractère économique plus robuste.

Notes

1. Les principales données utilisées dans le rapport proviennent des publications de l'Institut Haïti de Statistique et d'Information (Les Comptes Économiques de 2019 à 2023, Coin de l'IPC de janvier à novembre 2023) et de la Banque de la République d'Haïti (Évolution du taux de change 2022-2023).
2. ProEco Haïti présente ses remerciements à toutes celles et à tous ceux qui ont répondu au sondage.
3. « Pour faciliter la lecture du document, le masculin générique est utilisé pour désigner les deux sexes ».